

La Turquie libère le pasteur américain Andrew Brunson

Son incarcération, au lendemain du putsch raté de 2016, avait provoqué la colère des États-Unis et entraîné des sanctions.

DELPHINE MINOUI @DelphineMinoui
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

MOYEN-ORIENT C'est la fin d'un long tunnel pour Andrew Brunson. La fin, aussi, d'une saga judiciaire aux retombées économiques catastrophiques pour la Turquie et dont l'heureux dénouement semble s'être directement négocié entre Ankara et Washington. Ce vendredi, le tribunal d'Aliaga, dans la région d'Izmir, a finalement tranché : le pasteur américain, arrêté à la suite du putsch raté de 2016, est condamné à trois ans et un mois de prison. Mais en vertu du temps déjà passé derrière les barreaux - et de sa

« bonne conduite » a précisé le juge -, il est désormais libre et pourra quitter le territoire turc. « Mes pensées et prières vont au pasteur Brunson, et nous espérons le revoir rapidement et sans encombre à la maison », a rapidement tweeté le président américain, après avoir indiqué dans un précédent message « travailler très dur » pour Andrew Brunson.

Bras de fer diplomatique

Installé en Turquie depuis une vingtaine d'années, le pasteur américain dirigeait une petite église protestante à Izmir, sur la côte égéenne. Dans la foulée du coup d'État avorté, il avait été interpellé et accusé de « soutien à des organisations ter-

roristes », en l'occurrence le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et le réseau de Fethullah Gülen, l'instigateur présumé du putsch. Cet été, il avait fait l'objet d'une miniclémence quand les autorités judiciaires turques avaient décidé de le faire sortir de prison pour le placer en résidence surveillée. Mais le refus turc de le libérer, malgré l'absence de preuves invoquées par son avocat et les demandes pressées de Washington, avait fini par déclencher un bras de fer diplomatique entre les deux pays.

Au mois d'août, les relations turco-américaines, déjà envenimées par le soutien militaire des États-Unis aux milices kurdes de Syrie, s'étaient d'autant

plus dégradées que Washington avait fini par imposer des sanctions contre la Turquie. Les mesures de rétorsion, comprenant un doublement des taxes sur l'acier et l'aluminium, avaient alors précipité l'effondrement de la devise nationale et fait vaciller l'économie turque.

La libération du pasteur a-t-elle fait l'objet d'un « accord » entre la Maison-Blanche et le gouvernement turc, comme l'évoquait, dès jeudi, la chaîne américaine NBC News ? Si aucun détail n'a filtré sur ce deal, certains observateurs y voient un possible geste d'Ankara, à l'heure où la Turquie cherche le soutien des Américains dans l'affaire de la disparition du journaliste saoudien, Jamal

Khashoggi, au sein du consulat saoudien d'Istanbul.

Des raisons économiques ont également pu pousser la Turquie à vouloir apaiser les relations avec Washington. Interrogé sur le procès Brunson, le président Recep Tayyip Erdogan avait affirmé, mercredi, que la justice était indépendante et qu'il n'avait aucun pouvoir pour intervenir dans ce dossier. « Je dois respecter ce que les tribunaux décident », avait-il déclaré. Un détail, pourtant, n'a échappé à personne : ce vendredi, trois témoins sont soudainement revenus sur leurs déclarations contre le pasteur. Des témoignages qui auraient grandement facilité sa libération. ■

Les noces d'un couple mixte divisent Israël

L'union de la journaliste arabe Lucy Aharish et de l'acteur juif Tsahi Halevi a suscité des critiques jusqu'au sein du gouvernement.

THIERRY OBERLÉ @ThierryOBERLE
CORRESPONDANT À JÉRUSALEM

PROCHE-ORIENT Ce pourrait être le couple le plus glamour d'Israël. Elle est séduisante, intelligente, fraîche, intense. Il est beau gosse, courageux, charmant. Elle est journaliste vedette sur une grande chaîne de télévision. Il est une star à la fois acteur, révélé par *Fauda*, la série télé au succès mondial, et chanteur. Lucy Aharish est arabe. Tsahi Halevi est juif. C'est le couple par qui le scandale arrive.

Lucy et Tsahi ont convolé en justes noces mercredi. Un projet dissimulé pour éviter des manifestations de groupes extrémistes juifs ou musulmans. La cérémonie privée s'est tenue en petit comité dans un ranch au nord de Tel-Aviv. Sur une courte vidéo diffusée par les médias sur les réseaux sociaux, on voit le couple vêtu de blanc esquisser des pas de danse devant un parterre d'invités. Et depuis les passions se déchaînent.

Lucy et Tsahi divisent Israël. « Mazel tov ! », « Mabrouk ! » complimente une partie de l'opinion publique. « C'est une honte » s'emportent les détracteurs des amoureux. Même le ministre ultraorthodoxe de l'Intérieur s'en mêle. Il est allé à la radio militaire jeudi matin pour donner son avis. Aryeh Deri est « contre » ces noces parce qu'il « ne faut pas encourager ce genre de choses malgré tout l'amour ». « Je veux dire à Lucy que je ne doute pas du fait qu'elle ne veuille pas nuire à la nation juive, mais ce mariage n'est pas une bonne chose. Vos enfants auront des problèmes en raison de leur statut. Si Lucy s'intéresse au judaïsme, elle doit se

convertir », a commenté le ministre. « La douleur de l'assimilation consume le peuple juif. Le nombre de juifs dans le monde a considérablement diminué pour cette raison », a-t-il ajouté.

C'est qu'en Israël, on ne badine pas avec l'amour. Le mariage civil n'existe pas et seules les unions religieuses sont



GALI TIBBON/AFP

« La douleur de l'assimilation consume le peuple juif. Le nombre de juifs dans le monde a considérablement diminué pour cette raison »

ARYEH DERI, LE MINISTRE ULTRAORTHODOXE DE L'INTÉRIEUR

approuvées par l'État. Les juifs se marient devant un rabbin, les musulmans devant un imam et les chrétiens devant un prêtre. Les couples qui passent outre sont contraints de s'unir à l'étranger, à Chypre par exemple, où ils souscrivent un contrat commun pour être reconnus par l'administration.

L'histoire ne dit pas à ce stade quel a été le choix des conjoints. Leur destin s'est croisé dans les milieux « hype » de Tel-Aviv voici quatre ans. À l'époque, en juillet 2014, Lucy avait défrayé la chronique en dénonçant le Hamas qui « joue avec les vies ». L'armée israélienne menait alors une opération militaire dans la bande de Gaza et son futur époux était en tournage dans un village arabe pour les premiers épisodes de *Fauda*. Achetée par



Célébré jeudi à Hadera, le mariage entre Tsahi Halevi et Lucy Aharish nourrit les critiques de l'extrême droite juive et des nationalistes arabes. STRINGER/REUTERS

la suite par Netflix, la saison 1 de la série racontait, sans tomber dans la caricature et en donnant une dimension humaine à tous les personnages, la traque par les forces spéciales israéliennes d'un responsable du Hamas auteur d'attentats. Tsahi jouait le rôle de l'agent Naor et chantait une ballade en arabe.

À 37 ans, Lucy Aharish, qui assume sa double identité et ses deux cultures, est un parfait exemple d'intégration réussie. Fille d'un couple israélien de confession musulmane de Nazareth,

elle était la seule élève arabe de son lycée, ce qui lui valait des graffitis d'insulte sur les murs de l'établissement. De sa jeunesse, elle a gardé le souvenir traumatique d'une agression à l'âge de 6 ans dans la bande de Gaza. Elle se promenait en voiture en famille lorsqu'un Palestinien a jeté un cocktail Molotov sur leur véhicule brûlant grièvement son oncle. L'homme les avait pris pour des Juifs.

Connue pour son franc-parler, Lucy juge la société israélienne « super-raciste ! »

« Ashkénazes, Séfarades, Russes, chrétiens, musulmans : chaque communauté méprise les autres » juge-t-elle. Mais elle dit aussi : « Israël est mon pays et j'en suis fière ! » et dénonce la posture de « victimisation » des Arabes.

À 43 ans, Tsahi Halevi est un enfant des élites israéliennes. Sa mère est juive yéménite. D'origine marocaine, son père fut haut fonctionnaire au cabinet du premier ministre. Polyglotte, il parle parfaitement l'arabe, et s'est perfectionné durant ses trois années de service militaire. Tsahi servait dans une unité spécialisée dans l'infiltration des milieux palestiniens, l'unité 217 surnommée Douvdevan, la cerise en hébreu. Il menait des opérations contre des groupes armés dans la bande de Gaza et agissait « undercover » en Cisjordanie, souvent déguisé en civil palestinien. Cette expérience lui a servi pour son rôle dans la série culte *Fauda*. Ses états de service n'empêchent pas ses contempteurs d'en faire un traître.

« J'en veux à Tsahi de s'être islamisé » s'énervent Oren Hazan, député de droite du Likoud, le parti de Benjamin Netanyahu, réputé pour ses sorties fracassantes qui lui ont valu une suspension de six mois de la Knesset. « Je ne blâme pas Lucy Aharish pour avoir séduit une âme juive, mais j'en veux à Tsahi. Lucy, ce n'est pas personnel ! Mais Tsahi est mon frère et la nation juive est ma nation » écrit-il sur Twitter en dénonçant « l'assimilation ! »

Adversaire acharné des relations mixtes, Bentzi Gopstein, le chef de l'organisation Lehava (« La Flamme ») a appelé l'époux à « préserver la dignité du peuple juif ». Si l'extrême droite religieuse israélienne, qui représente parfois Lucy avec une serpillière, s'émeut, les nationalistes arabes, qui l'ont toujours voué aux gémonies, ne sont pas en reste sur les réseaux sociaux. Pas assez juive ou trop israélienne, c'est selon. Elle clive au point qu'un de ses cousins à un jour menacé de laver dans le sang l'honneur de sa famille qu'elle aurait souillé.

Face aux critiques, une vague de soutien a fini par déferler saluant sur les réseaux sociaux ce « couple magnifique ». Proche de Tsahi Halevi, le musicien Idan Raichel qui est marié à une Autrichienne non-juive a raconté la réaction de sa femme lorsqu'il a été attaqué pour les mêmes raisons. « Elle m'a dit : "si nous vivions en Autriche et si quelqu'un dans une émission de télévision disait que c'était du gâchis que j'épouse un Juif, ils vireraient le présentateur, mais ici les gens se permettent de dire des choses comme ça." » ■

Emmanuel Chiva : la défense doit « capter l'innovation »

Le directeur de l'Agence de l'innovation de défense du ministère des Armées était l'invité du « Talk stratégique Le Figaro ».

PROPOS RECUEILLIS PAR
ALAIN BARLUET @abarluet

Normalien, docteur en biomathématiques et entrepreneur, Emmanuel Chiva dirige depuis le 1^{er} septembre la nouvelle Agence de l'innovation de défense. Il participera au Forum de l'innovation de défense du 22 au 24 novembre, à la Cité de la mode et du design à Paris. L'intégralité de son interview est à retrouver en vidéo sur lefigaro.fr.

LE FIGARO. - L'innovation, est-ce nouveau ?

Emmanuel CHIVA. - Nous faisons depuis longtemps de l'innovation dans la défense, au sein de la Direction générale de

l'armement (DGA), qui est responsable de l'innovation planifiée, c'est-à-dire des programmes à cycle long (sous-marins nucléaires, système de combat aérien du futur...). Nous faisons aussi de l'innovation au sein des forces, et pas seulement des forces spéciales... La supériorité technologique restera une donnée majeure.

Pourquoi une Agence de l'innovation de défense ?

Nous entrons dans une nouvelle ère dans laquelle ce qui était régalien ne l'est plus. N'importe qui, ou presque, peut construire son nanosatellite sur Internet et demander à une société privée de le lancer dans l'espace. Des acteurs transnationaux colossaux apparaissent et permettent l'accès à la technologie. L'accé-



EMMANUEL CHIVA, vendredi, dans le studio du Figaro. J.-C. MARIMARA/LE FIGARO

lération des cycles technologiques bénéficie à nos armées, mais aussi à nos ennemis. Cette nouvelle ère, caractérisée par l'émergence de technologies potentiellement génératrices de ruptures stratégiques (le quantique, l'hypervélocité...), plaide pour le regroupement de tous les acteurs de l'innovation de défense. La nouvelle agence, directement rattachée au délégué général pour l'armement, rassemblera ceux qui s'intéressent au cycle court comme à l'innovation planifiée et opérera entre eux des transferts.

Quelle solution pour être plus efficace ?

Il ne faut pas casser ce qui fonctionne bien. On ne construit pas un sous-marin en cycle court. La loi de programmation militaire a prévu de porter les études en amont

à 1 milliard d'euros d'ici à 2022. Nous devons aussi travailler en boucle courte, capter l'innovation et favoriser l'expérimentation. Il faut introduire des opportunités d'innovation à cycle court dans les programmes d'armement. Le défi est de concilier les deux mondes autour de projets que l'on va construire avec eux.

Comment articuler grands groupes et start-up ?

Ayant moi-même créé des start-up, je suis opposé à la « start-upisation » de la pensée. Il y a beaucoup d'innovation dans les grands groupes, même si elle est différente. Il faut faire dialoguer nos champions industriels de défense avec les nouveaux acteurs, en plaçant l'utilisateur au centre, par exemple, le soldat déployé au Sahel. ■